

SOCIÉTÉ COMORIENNE DES HYDROCARBURES* Pas d'appel d'offres en produits pétroliers «pour les cinq ans à venir»

DÉCRYPTAGE de la convention de partenariat Snh-Vitol. La rumeur enflait depuis décembre dernier. «Il se pourrait que le groupe pétrolier suisse Vitol Bahrain Ec devienne le nouveau fournisseur pétrolier de la Sch».

Interrogé sur la récente commande, sans appel d'offre, effectuées auprès du groupe pétrolier suisse, le directeur général de l'entreprise publique expliquait qu'il s'agissait d'une «cargaison d'urgence» dans le cadre du contrat signé entre la société suisse et son prédécesseur.

On devait, cependant, apprendre que dans le protocole d'accord signé par Mohamed Chatur Badaoui avec le groupe suisse, une exclusivité précise, clairement, que pour les cinq prochaines années, il n'allait plus y avoir d'appels d'offre pour tous les besoins en produits pétroliers de l'établissement public des hydrocarbures.

Lire pages II et III

* Un courrier a été adressé, samedi 1er avril dernier, à la direction générale de la Sch par le journal Al-watwan pour une rétrospective des activités de l'établissement public et une clarification, qui nous paraît urgente, sur un certain nombre de questions. Malgré notre insistance, nous n'avons pas eu de suites à cette demande.



Le Chiffre du Jour

**103 million
de barils**

Selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande de pétrole au niveau mondial sera de 103 million de barils par jour à l'horizon 2030. Appelé "or noir", le pétrole génère le plus gros commerce de la planète en valeur et en volume. Le BP Statistical Review of World Energy de juin 2014 a chiffré la production mondiale à 86,8 millions de barils/jour en 2013. Près de 42,1% de cette production était issue des pays membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de pétrole.

International

Près de 1,2 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité dans le monde à l'heure actuelle et plus de la moitié de cette population dépourvue d'électricité vit en Afrique. L'Africa progress panel (App) appelle à soutenir toutes les initiatives publiques et privées visant à améliorer l'accès à l'électricité en Afrique, notamment le «New deal» pour l'énergie en Afrique, lancé sous l'égide de la Banque africaine de développement.

Lire page IV

ENERGIE EN AFRIQUE Un nouvel appel pour accélérer l'électrification du continent



Kofi Annan, le président de l'Afrique Progress Panel

SOCIÉTÉ COMORIENNE DES HYDROCARBURES

L'entreprise publique reprend langue, sans appel d'offres, avec Vitol Bahrain Ec

Selon le tout nouveau directeur de la société nationale des hydrocarbures, le précédent fournisseur, Independent Petroleum Group (Ipg), procédait à des surfacturations «ce que même la Banque islamique de développement (Bid) a reconnu», devait-il préciser. «J'ai demandé, sans avoir rompu le contrat, des explications à Ipg qui n'a pas pu me les fournir et j'ai, donc, dû suspendre toute commande», s'est justifié Mohamed Chatur Badaoui au sujet de la rupture du contrat avec Ipg pour entrer en «partenariat», selon sa propre expression, avec Vitol Bahrain Ec.

La rumeur faisait boule de neige depuis décembre dernier au sein de la Société comorienne des hydrocarbures (Sch). «Il se pourrait que le groupe pétrolier suisse Vitol Bahrain Ec devienne le nouveau fournisseur pétrolier de la Sch».

Tout a commencé quand, pour la deuxième fois en moins de deux mois, le président du comité d'entreprise et délégué du personnel, Saïd Athoumani, a saisi le patron de la Société comorienne des hydrocarbures (Sch) pour lui faire part de ses «graves inquiétudes» au sujet de la gestion actuelle de l'établissement.

Dans ce courrier, dont Al-watwan a pu se procurer une copie, après avoir décrit l'état de la Sch en 2013, période pendant laquelle l'entreprise publique traversait un trou d'air, le comité émet de sérieuses réserves quant au choix de Mohamed Chatur Badaoui de renouer avec Vitol, le groupe suisse «à l'origine de la quasi faillite de la Sch il y a quatre ans». «Les partenaires avec lesquels vous êtes en train de négocier en ce moment sont les mêmes que ceux-là qui ont plongé notre société dans cet état», peut-on lire dans cette correspondance.

**«Partenariat» n'est pas
«Appel d'offres»**

Interrogé lors d'un entretien accordé à Al-watwan le 20 février, (lire notre numéro 3121 du mois dernier), le directeur général de la Sch avait expliqué qu'il s'agissait d'une cargaison d'urgence auprès de Vitol dans le cadre du



contrat signé entre la société suisse et son prédécesseur. «Une cargaison de dépannage», avait-il insisté. Selon lui, on parle d'appel d'offres si on est à la recherche d'un fournisseur, «pour l'instant, il s'agit d'un partenariat». Mais, il a fallu attendre quatre mois après sa signature pour

qu'Al-watwan se procure une copie du protocole d'accord signé le 1^{er} septembre 2016 entre le responsable Afrique de l'Est de Vitol Bahrain Ec, Jérôme Bourceret, et le directeur général de la Sch, Mohamed Chatur Badaoui pour révéler ledit protocole qui entrerait en vigueur à la même date que sa signature. Soit, presque six mois avant la déclaration du directeur général selon laquelle il s'agissait d'une cargaison d'urgence.

Ironie du sort, il a été précisé dans le protocole que pour les cinq prochaines années, il n'allait plus y avoir d'appels d'offre pour tous les besoins en produits pétroliers de l'établissement public des hydrocarbures. Cette exclusivité est précisée de façon claire dans ce protocole d'accord signé par la société comorienne et le groupe suisse.

«La Sch s'approvisionnera pour tous ses besoins pétroliers exclusivement auprès de Vitol Bahrain pour profiter des conditions de financement et d'assistance technique du fournisseur», peut-on lire dans le protocole d'accord. En contrepartie?

Vitol, les maîtres du négoce pétrolier

Vitol est l'une des principales sociétés de trading pétrolier au monde. Fondé en 1966, le groupe Vitol opère dans le monde entier et constitue avec Glencore et Gunvor l'une des trois premières sociétés de courtage de pétrole brut au monde, selon le Wall Street Journal. Il a ses sièges sociaux à Rotterdam, aux Pays-Bas et à Genève, en Suisse. Vitol reste la plus grande entreprise de Suisse en termes de chiffre d'affaires. Elle affichait, en 2013, des ventes de 307 milliards de francs.

En mars et mai 2013, par exemple, le groupe a livré deux cargaisons de produits pétroliers d'un total de 20.000 tonnes métriques à la Société comorienne des hydrocarbures. En janvier 2014, 10.000 tonnes métriques avaient été livrées par le négociant suisse dans le cadre d'un autre contrat de fourniture ponctuelle. L'Union des Comores est fournie, habituellement, à partir de la raffinerie de Vitol basée à Fujairah aux Emirats arabes unis.

Vitol est, incontestablement, l'un des plus grands distributeurs de pétrole au monde. Selon les chiffres fournis par le groupe, en 2012 par exemple, le groupe avait affrété 261 millions de tonnes de pétrole brut et de produits pétroliers et avait, en cette période,



de, plus de 200 navires sur mer transportant ses marchandises à travers le monde. Rappelons que le négociant suisse en matières premières fait partie des sociétés citées dans le rapport publié en 2016 par Public Eye intitulé «Dirty Diesel». L'Ong s'est principalement intéressée aux géants du négoce, dont le siège social est en Suisse, comme Vitol, Trafigura, Glencore ou Gunvor. Le même rapport révèle comment ces groupes écoulent, en Afrique, des carburants à haute teneur en soufre. Des produits pétroliers intermédiaires (blendstocks)

interdits en Europe.

Ces géants du négoce ont investi ces dernières années leurs immenses bénéfices dans des réseaux de stations-service en Afrique en utilisant d'autres noms. C'est ainsi que Trafigura opère sous la marque Puma Energy, présente dans 19 pays. Vitol, quant à lui, porte le nom de Shell, après avoir racheté 40 pour cent des parts du réseau de distribution du pétrolier anglo-néerlandais. Ce géant distribue ses produits dans 16 pays.

Au total, Trafigura et Vitol possédaient, en 2016, jusqu'à 2.000 stations-service en Afrique. Vitol est un mastodonte qui a réalisé, en 2015, un chiffre d'affaires de 168 milliards de dollars. Dans un communiqué, le groupe Vitol avait qualifié le rapport de l'Ong Public Eye «d'article très efficace de propagande, et les informations utilisées pour dépeindre les actions de Vitol et d'autres sociétés du secteur ne reflétant pas la réalité».

Ks

Sch, l'entreprise publique reprend langue sans...

Crédit fournisseur

A cet effet, il a été convenu dans le protocole que Vitol offrira un crédit fournisseur à la Sch qui permettra de réaliser un certain nombre de projets de maintenance et d'investissements. (Par ailleurs Vitol aurait accepté de renflouer les caisses de la société en lui accordant 10 millions de dollars, soit environ 5 milliards de francs comoriens.

«Il y a un plan d'amortissement dans cette convention pour que cela ne pèse pas très lourd sur les fonds de la Sch», indiquait Mohamed Chatur Badaoui à l'occasion de sa conférence de presse du 25 février dans les locaux de sa société. Et de justifier sa décision de travailler avec le groupe par la nécessité de former les agents, de réhabiliter les dépôts et d'augmenter la capacité de stockage de la société. «Financer sur fonds propres tous ces projets aurait pesé lourd», devait-il argumenter à ce propos. Le directeur avait, en outre, avancé que le précédent fournisseur, Independent Petroleum Group (Ipg), procédait à des surfacturations et que même la Banque islamique de développement (Bid) l'aurait reconnu. «J'ai demandé, sans avoir rompu le contrat, des explications à Ipg qui n'a pas pu me les fournir. Donc, j'ai suspendu toute commande», s'est-il justifié au sujet de la rupture du contrat avec Ipg.



3,5 à 4 milliards par cargaison

Il y a lieu en outre de se demander si ce partenariat «pour les cinq années à venir» qui donne cette exclusivité au groupe pétrolier suisse en tant que fournisseur de la Sch n'entre pas dans le cadre d'un marché «de gré à gré» ou «par entente» par rapport à la loi sur la passation des marchés publics or à partir de la somme de 40 millions de francs comoriens pour les marchés de fourniture, un appel d'offres s'impose.

Surtout qu'il est de notoriété publique que la Société comorienne des hydrocarbures peut aller jusqu'à commander une cargaison de 10 mille tonnes métriques, soit à peu près 3,5 à 4 milliards de francs comoriens par cargaison tous les six mois.

C'est, peut-être, le lieu de rappeler que dans un entretien accordé à Al-watwan le mois dernier, la toute nouvelle directrice nationale de contrôle des marchés publics, Haadidja Ali, avait déclaré que pour cette année 2017, seuls l'Autorité portuaire des Comores et le ministère de la Production avaient présenté leurs plans de passation des marchés publics.

Nazir Nazi

Soit dit en passant.....

1 000 litres d'essence supplémentaires par mois pour un vice-président! Privilège ou pas privilège? Dans une note du 11 juillet 2016, le patron de la Sch ordonne qu'à compter de juillet 2016, la Sch attribue au V-P chargé de la tutelle de la Sch, une dotation en carburant de mille litres d'essence. Des sources concordantes précisent que cette quantité vient s'ajouter à la dotation réglementaire du ministère en charge de l'énergie.

Les perspectives de la Sch «pour les cinq années à venir»

Le directeur général de la Sch, Mohamed Chatur Badaoui, entend diversifier les activités de la société afin d'augmenter la richesse de la société et de créer de nouveaux emplois. «Cette société détient l'exclusivité de la vente de tout ce qui est produit pétrolier. De ce fait, nous comptons relancer très rapidement le marché des lubrifiants et des huiles. Il s'agit de commander des produits de qualité et par la même occasion de créer des emplois».

Dans sa lancée, Mohamed Chatur a fait savoir que le gaz est dans son viseur pour plusieurs raisons. A l'entendre, le projet du gaz concourrait à la protection de l'environnement par rapport à la déforestation. «Nous sommes entrés en contact avec un service du Plan et des enquêtes sont en cours pour identifier les sites pour le gaz. Si nous réalisons ce projet, les prix baisseront ce qui permettrait de généraliser l'utilisation du gaz dans les ménages et de diminuer la consommation de pétrole lampant», analyse-t-il.

Le directeur évoque, également, les différents projets en cours pour augmenter la capacité de stockage de son entreprise. A l'entendre, «d'ici



peu, la société se dotera de grandes citernes qui lui permettront de fonctionner deux à trois mois de suite sans avoir à lancer des commandes. Mais, ce n'est pas tout : «le bitume mérite aussi d'être étudié».

Nn

De la Sch, de la Mamwe et du gasoil

A l'occasion de la récente rupture de fourniture de gasoil, le directeur général du distributeur public des hydrocarbures a évoqué la consommation de la Ma-mwe comme l'une de ses raisons. Selon lui, au lieu des 35 mille litres de gasoil par jour nécessaires par le passé, la Mamwe aurait, désormais, besoin de 50 à 60 mille litres pour tourner. «Après avoir constaté la consommation intense de la Mamwe et vu le mauvais temps qui menaçait, nous avons, dans un premier temps, fait venir 100.000 litres de gasoil de Ndzuani vers Ngazidja, puis 60.000 litres», s'est justifié Mohamed Chatur Badaoui.

Ce qui laisse penser que la Sch encaisse près de 18 millions de francs comoriens par jour seulement pour la consommation quotidienne du distributeur public d'électricité.

Nn



Brefs pères historiques de la Sch

Créée en 1981, par la loi n°80-27, la Société comorienne des hydrocarbures a pour mission l'importation, la fabrication et le conditionnement des produits pétroliers et de leurs dérivés. Ci-dessous, l'évolutions des importations des produits pétroliers.

Années	2011	2012	2013	2014	2015
Pourcentage du total des importations	21,6%	24,4%	24,9%	20,1%	18,9%

Source : Fmi

International

ENERGIE EN AFRIQUE

Le continent face au défi de son électrification

Les près de 620 millions d'Africains n'ayant pas accès à l'électricité aujourd'hui «ne peuvent pas attendre et ne devraient pas avoir à le faire», juge l'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui préside l'Africa progress panel (App) qui vient de remettre un rapport visant, selon les termes de Kofi Annan, à servir de «catalyseur pour l'adoption de mesures complémentaires» en matière d'électrification du continent africain.

Près de 1,2 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité dans le monde à l'heure actuelle et plus de la moitié de cette population dépourvue d'électricité vit en Afrique. L'Africa progress panel a publié, lundi, un rapport insistant sur la nécessité d'accélérer l'électrification du continent africain. Présentation.

Un nouvel appel pour accélérer l'électrification de l'Afrique. Les près de 620 millions d'Africains n'ayant pas accès à l'électricité aujourd'hui «ne peuvent pas attendre et ne devraient pas avoir à le faire», juge l'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui préside l'Africa progress panel (App), un groupe de dix personnalités œuvrant pour l'amélioration des politiques publiques en Afrique.

Ce groupe vient de remettre un rapport visant, selon les termes de Kofi Annan, à servir de «catalyseur pour l'adoption de mesures complémentaires» en matière d'électrification du continent africain.

«Il nous faut électrifier l'Afrique plus rapidement», martèle Kofi Annan qui rappelle que la construction et l'extension des grands réseaux électriques est un processus centralisé, donc lent, ce qui freine actuellement le développement de l'Afrique. D'autres options existent pour «aller plus vite» selon l'App, à savoir le développement décentralisé de mini-réseaux électriques et de générateurs d'énergie solaire indépendants (hors réseau).

L'App salue les différentes initiatives auxquelles participent déjà les gouvernements africains : Initiative Énergie durable pour tous (SE4All), Initiative africaine pour les énergies renouvelables (lancée lors de la COP21), etc. Elle appelle, toutefois, à une mise en oeuvre plus rapide des mesures associées, avec un «soutien international accru et de meilleure qualité», tant d'un point de vue technique que financier. «Si l'argent ne commence pas à affluer en 2017, les pays pourraient bien perdre courage», estime Kofi Annan.

Quelques chiffres

Depuis l'an 2000, près de 140 millions d'Africains supplémentaires ont eu accès à l'électricité. Le rythme de l'électrification est, toutefois, moins rapide que la croissance démographique du continent. Près des deux tiers de la population d'Afrique subsaharienne n'ont ainsi toujours pas accès à l'électricité et l'App évalue l'augmentation possible du nombre de personnes dépourvues d'électricité à 45

Accès à l'électricité : « l'échelle énergétique » en Afrique

Niveau 5 : Niveau élevé et très élevé d'accès à l'énergie Systèmes hors réseau, en réseau et mini-réseaux, installations solaires hybrides (solaire-diesel) à usage domestique de très grande taille et fermes solaires.	1 %
Niveau 4 : Niveau moyen d'accès à l'énergie Mini-réseaux et installations solaires à usage domestique de grande taille. Écoles, établissements de santé et entreprises.	12 %
Niveau 3 : Niveau faible d'accès à l'énergie Installations solaires à usage domestique, ventilateurs, radios, télévisions et réfrigérateurs.	23 %
Niveau 2 : Niveau très faible d'accès à l'énergie Lampes solaires.	7 %
Niveau 1 : Pas d'accès à l'énergie Aucun accès à l'électricité. Utilisation de pétrole, de bougies et de lampes torches à piles.	57 %

Source : Africa Progress Panel

Pourcentage de la population africaine par niveau



millions d'ici à 2030 «à moins que la cadence de l'électrification ne s'accélère» ou avec une plus faible démographie que les prévisions actuelles.

La population de l'Afrique pourrait atteindre 2,5 milliards de personnes d'ici à 2050, la moitié de cette population vivant dans les villes à cet horizon contre à peine plus du tiers aujourd'hui. Cela «fait peser d'énormes contraintes sur l'infrastructure énergétique», précise l'App.

Un habitant en Afrique subsaharienne, hors Afrique du sud, consomme en moyenne 160 kWh par an, soit environ quatre vingt fois moins qu'un Américain. Au total, un pays de 94 millions d'habitants comme l'Éthiopie consomme chaque année l'équivalent d'un tiers de l'électricité utilisée annuellement par la ville de Washington Dc avec 600.000 habitants. Il existe d'importantes disparités au sein même du continent africain. L'Afrique du sud consomme ainsi neuf fois plus d'électricité que le Nigéria, alors qu'elle compte trois fois moins d'habitants.

Selon l'App, près de 87 pour cent des Africains sont actuellement dépourvus d'électricité ou disposent d'un accès faible ou très faible à l'électricité.

Sur les 315 millions de personnes qui pourraient avoir accès à l'électricité dans les zones rurales d'ici à 2040, près

de 30 pour cent seulement seront raccordées aux réseaux électriques nationaux selon l'App. La majorité disposera ainsi d'électricité grâce à des installations photovoltaïques à usage domestique (hors réseau) ou grâce à des mini-réseaux.

Solutions multiples et recommandations

L'App recommande ainsi d'augmenter de façon massive les investissements en faveur de diverses solutions énergétiques, que ce soit dans les projets de réseaux ou hors réseau». En particulier dans les mini-réseaux, plus économiques et plus rapides à mettre en place.

L'App cite notamment l'initiative d'Évariste Akoumian, en Côte d'Ivoire, qui fabrique des sacs à dos pourvus de panneaux photovoltaïques et de petites batteries. Ces dernières stockent de l'électricité en journée, notamment lors du trajet à pied des enfants se rendant à l'école, et la restituent la nuit tombée : l'électricité disponible suffit à «faire fonctionner une lampe pendant quatre à cinq heures», selon l'APP.

Le rapport de l'App ne préconise, toutefois pas, de délaisser les modèles de grands réseaux. Il recommande d'ailleurs de développer les interconnexions transfrontalières pour augmenter les échanges d'électricité en Afrique subsaharienne.

Le renforcement des réseaux électriques existants, «jusqu'à alors peu fiables», constitue, également, un défi majeur en Afrique. L'App déplore, en particulier, les pertes d'énergie très importantes sur les réseaux et les nombreux vols d'électricité, provenant y compris d'institutions publiques : non-paiement des factures, raccordements illégaux, modifications frauduleuses des compteurs, etc. Pour les dirigeants africains «le moment est venu» d'agir sur ces multiples terrains, insiste ainsi Koffi Annan en conclusion de l'avant-propos du rapport.

Source : Connaissances Des Energies

Watwan'Eco* - Bp 984 - Magudjuu, Moroni Union des Comores - Tl : 773.44.48

Directeur de la publication: Ahmed Ali Amir - Rédacteur en chef général: Mohamed Inoussa - Rédacteur en chef adjoint : Kamardine Soulé - Secréariat de rédaction, maquette et réalisation : Hassane Moindjié (Madjuwani hasani) - Correction sur épreuve : Ahmed Ali Amir. Images : Ibrahim Youssouf, Chaarane Mohamed. A participé à la rédaction de cette édition : Kamardine Soulé, Nazir Nazi. *Watwan'Eco est un supplément du quotidien Al-watwan